

La gestion du social

Claude Larivière et Jean-Marie Gourvil

Claude Larivière * et Jean-Marie Gourvil **

* *Directeur des programmes d'études supérieures en Administration sociale, Université de Montréal, Québec, Canada*
 ** *Directeur des formations à l'Institut Régional de Travail Social de Basse-Normandie, France*

La montée du néo-libéralisme dans nos sociétés, associée à la tendance à l'uniformisation introduite surnoisement par la mondialisation des échanges, par-delà les frontières et au détriment des réalités historiques et nationales, nous oblige à une vigilance accrue.

Comment éviter que, seuls, les discours sur les déterminismes économiques imposent leurs règles là où les réalités humaines et sociales devraient guider nos choix de société. Cela est notamment vrai en ce qui concerne la nécessité de l'intervention de l'Etat pour protéger les citoyens les plus démunis, pour couvrir les risques sociaux et s'attaquer résolument aux problèmes sociaux? L'attitude critique vis-à-vis des tendances néo-libérales ne signifie pas, cependant, que la gestion du social devrait se réduire à la simple gestion de politiques publiques redéfinies.

La gestion des pratiques professionnelles, le rapport aux ressources communautaires et aux milieux, la dynamique des associations et le développement de la capacité d'agir (empowerment) des citoyens constituent autant de domaines que l'on doit intégrer dans le champ de la gestion du social. Plusieurs contributions annoncées au premier congrès international des formateurs et intervenants en travail social, qui s'est tenu à Caen, en juillet 2005, apportent des éclairages différents sur la gestion du social et permettent à la revue "Les Politiques sociales" de publier un numéro autour de cette thématique.

Autès (2004) a, récemment, souligné que le contexte des dernières décennies marque un triste recul dans l'ensemble des pays développés. Dans son discours d'ouverture au congrès de Caen, le président de l'Association internationale des écoles de travail social, Abby Tassé témoignait pour sa part de la réalité des pays du Sud, où les droits sociaux sont encore fréquemment inexistantes.

Dès lors, on peut s'interroger s'il est possible d'aider et de protéger autrement qu'en dominant et en imposant l'autorité de l'État. Le travail social contribue-t-il à sa façon -volontairement ou non- à "gérer la misère" qui découle de la marginalisation plutôt que de chercher à la combattre? Sommes-nous centrés sur l'application des règles décrétées par l'État et donc gardiens de la norme sociale ou, au contraire, porteurs de projets de changement? Confrontés à des personnes démunies, exclues, habituées à ne pas être écoutées, comment pouvons-nous nous appuyer sur leur potentiel, soutenir leur affirmation et leur reconnaître un pouvoir de citoyens à part entière? Le Bossé nous présente une réflexion sur des expériences de formation qui permettent l'empowerment des personnes.

Les associations, les mutuelles, les regroupements volontaires et organismes communautaires constituent l'une des pierres d'assise de la structuration du social. La dirigeance associative démocratique comporte des règles afin de préserver ces lieux de solidarité des risques de distorsion ou de dénaturation par des modèles de fonctionnement et de gestion empruntés au secteur privé: sont-elles connues et surtout mises en pratique? Haeringer nous invite à approfondir notre réflexion sur cet enjeu qui affecte la question associative aujourd'hui.

La formation professionnelle et le développement des compétences adaptées n'échappent pas aux transformations. Quels besoins prioritaires faut-il satisfaire dans nos lieux de formation? Plus fondamentalement (ce qui pose la question: sommes-nous à la remorque de l'État), l'adaptation de ces formations en fonction de la livraison des services sociaux par l'État nécessite-t-elle la mise en œuvre d'une offre de formation différente de celle existante? Dans un contexte particulier, celui de la Tunisie, Labidi montre l'influence du contexte socio-politique sur la formation et la pratique du travail social.

Quant aux pratiques elles-mêmes, comment leur restructuration et leur concertation accrue peuvent-elles permettre de répondre aux besoins complexes qui dépassent l'offre morcelée de différentes ressources par la mise en place d'équipes intégrées, de guichets uniques et de formes de "gestion de cas"? Si nous en sommes là, est-ce parce que

l'intervention individuelle fondée sur l'autonomie professionnelle (et, jusqu'à un certain point, l'individualisme des praticiens) ne permet pas d'assurer le niveau de collaboration nécessaire ? Laramée s'intéresse aux réseaux intégrés offrant une gamme de services aux personnes âgées en perte d'autonomie alors que Larivière et Dagenais présentent une expérience de coordination de services aux jeunes affectés par des problématiques complexes.

À travers l'articulation du sanitaire et du social, des préoccupations de coordination et d'intégration, et même des dispositifs, existaient depuis une trentaine d'années (Jaeger, 2000). Mais, jusqu'à très récemment, l'écart entre les modèles et les pratiques demeurait considérable. La territorialisation constitue une perspective qui apparaît dans plusieurs pays en lien avec la volonté des gouvernements nationaux de confier la responsabilité de la gestion du social aux autorités les plus rapprochées des problèmes et de s'assurer d'une meilleure intégration des efforts. Reis retrace l'évolution du Portugal sous l'impulsion de l'Europe alors que la gestion territoriale des problèmes sociaux dans plusieurs pays est analysée par Hamzaoui. La recherche de l'identité professionnelle dans le cadre fragmenté des métiers du social (Hatzfeld, 1998) figure à l'agenda depuis longtemps sans qu'une vision claire et rassembleuse se dessine. Abordant les contextes du Québec et du Liban, certainement très différents, Matta tente de cerner la spécificité du service social dans une équipe multidisciplinaire en milieu scolaire.

L'un des héritages du néolibéralisme consiste à introduire dans l'univers socio-sanitaire des pratiques caractéristiques du secteur marchand comme l'évaluation et l'amélioration continue de la qualité (Charleux, Guacquère, 2004). Leys & Gaudry examinent les enjeux propres que cela pose au secteur social et médico-social.

D'autres questions n'ont pu être abordées et fourniront sans doute aux organisateurs du deuxième congrès, qui se tiendra en Belgique en 2007, l'occasion de les proposer comme thèmes pour des contributions : comment développer une logique alternative reposant sur la combinaison d'une participation accrue des personnes aidées et d'une

implication plus active des aidants professionnels ? Quelle place des éléments complémentaires comme la mise en valeur des ressources de la communauté, la prévention et une approche concertée peuvent-elles jouer pour diversifier et enrichir nos modèles d'intervention dans une perspective plus écologique du social ? Pour y parvenir, on ne peut faire abstraction du besoin de former ceux qui gèrent les structures offrant des services sociaux afin que ceux-ci soutiennent les praticiens plutôt que de les contrôler et pensent le changement dans une perspective d'appropriation collective et dans le respect des initiatives prometteuses. La gestion des problèmes sociaux en s'appuyant sur des valeurs comme la participation, la citoyenneté et le partenariat est-elle encore (et même plus) possible dans le contexte actuel et, si oui, comment faut-il adapter nos pratiques et gérer ce changement ? Voilà autant de perspectives qui méritent notre attention pour que vive le social.

Bibliographie

- AUTÈS M. "Les paradoxes du travail social", Dunod, Paris, 2004.
 CHARLEUX Fr. & GUACQUÈRE D. "Évaluation et qualité en action sociale et médico-sociale", ESF, Issy-les-Moulineaux, 2004
 HATZFELD H. "Construire de nouvelles légitimités en travail social", Dunod, Paris, 1998
 JAEGER M. "L'articulation du sanitaire et du social. Travail social et psychiatrie", Dunod, Paris, 2000.